

20  
20

SUR LA  
GOUVERNANCE  
POLITIQUE EN  
RÉPUBLIQUE DU  
CONGO

RAPPORT ANNUEL  
COLLECTIF #Sassoufit

[www.sassoufit.org](http://www.sassoufit.org)



# LIBEREZ NOS AMIS

L'ENGAGEMENT CITOYEN N'EST PAS UN CRIME !



## LE COLLECTIF SASSOUFIT DÉDIE CE RAPPORT À

- HOJEYJ MABIALA Parfait, représentant Incarner l'Espoir Pointe Noire/Kouilou, arrêté le 23 Novembre 2019 par la DGST à Pointe-Noire et déféré à Brazzaville le 06 Décembre 2019.
- SABOUKOULOU LOUBAKI Franck Donald, représentant Incarner l'Espoir national, arrêté le 13 Décembre 2019 à l'Angola Libre par la DGST à 14h00 à Brazzaville.
- MIANGUE OSSEBI Guil, arrêté le 16 Décembre 2019 à son domicile par la DGST à 6h à Brazzaville.
- DISSIVOULLOUD Meldry Rolf, arrêté le 17 Décembre 2019 à son domicile par la DGST à 6h à Brazzaville.
- NLEMVO MAKELA Céleste, Membre du Mouvement Citoyen Ras Le Bol, arrêté le 22 Décembre 2019 à Pointe Noire par la DGST

et à leurs familles.



# Marcus Kissa

## Coordinateur

### Répression & corruption : piliers du pouvoir

La crise économique et politique qui frappe le Congo Brazzaville, répandant sur l'ensemble du territoire national une misère et une précarité inédite, est sans contestation aucune, comme l'ont remarqué tous les observateurs sérieux qui se sont penchés sur ce dossier, le résultat d'une gestion anarchique, frauduleuse et irresponsable des ressources financières du pays et non pas, la conséquence de la chute des prix du baril de pétrole, comme ont voulu un temps nous le faire croire le gouvernement congolais et ses soutiens.

À cette crise économique, s'est greffée une crise politico-sociale marquée par un recul significatif de la démocratie qui fait aujourd'hui du Congo Brazzaville, un des Etats les plus totalitaires d'Afrique et les moins propices à l'accueil d'investisseurs étrangers, facteur essentiel à la redynamisation économique et au redressement du pays.

Le changement de la constitution de 2015 a révélé au fil de ces dernières années, les véritables objectifs d'un système qui fait de la répression et de la corruption, les deux piliers fondamentaux de son pouvoir.

Ces deux piliers sont au cœur des stratégies politiques mises en place au lendemain des élections truquées de mars 2016, dans le seul but de consolider un Etat de non-droit dominé par une famille kleptocrate.

Ce rapport se veut être une rétrospective réaliste de la situation politico-économique et sociale de la République du Congo en 2019, dont l'objectif est de mettre en exergue les problématiques de gouvernance, leur impact sur la société et leur incompatibilité avec des prétendues ambitions d'émergence et de développement.

La volonté du collectif SASSOUFIT, au travers de ce rapport, est avant tout d'interpeller tous les acteurs politiques, sociaux et économiques, sur la nécessité absolue de recentrer nos efforts sur la recherche de moyens communs permettant de redonner aux Congolais, les raisons de croire en un avenir plus serein et prospère.

## 01

# Situation générale du Congo en 2019

## Situation géographique

Le Congo compte actuellement 5,2 millions d'habitants (chiffres 2018) pour une superficie de 342 000 km<sup>2</sup>.

Un tiers de sa superficie est composé de terres arables non exploitées, les stratégies de politiques économiques reposant essentiellement sur l'exploitation des ressources pétrolières et minières.

Le pouvoir de Brazzaville semble en outre, avoir jeté son dévolu sur le secteur "porteur" de l'écologie, avec une stratégie de chantage clairement avérée.

En août 2019, monsieur Sassou brandissait au nez de la communauté internationale, la menace de l'exploitation d'un gisement imaginaire de près d'un million de barils jour, pour inciter la dite communauté à mobiliser rapidement les financements promis lors des précédentes COP, destinés à la protection des tourbières du Bassin du Congo. Un pactole de plus de 100.000.000 € par an.

## Situation Politique

Le changement de la constitution de 2015 et le putsch électoral de 2016 ont incontestablement entraîné un net recul des libertés politiques au Congo.

Recul marqué par la tenue de procès staliniens et l'emprisonnement injustifié de personnalités politiques et de membres de la société civile.

Le Congo à ce sujet a même fait l'objet de 2 condamnations émises par les Nations Unis : l'Avis 5/2018 et l'Avis 56/2018 adoptés par le Groupe de travail de L'ONU sur les détentions arbitraires.

La guerre du Pool, née de la volonté de réprimer toute forme de contestations des résultats de l'élection de 2016, s'est soldée en 2018 par un cessez le feu ambigu.

Pour renforcer son pouvoir et disqualifier ses adversaires politiques, le Gouvernement congolais a fait voter des



## **Etat de la situation générale du Congo en 2019**

dispositions interdisant la création de partis dits “non-représentatifs” et d’associations politiques.

Loi qui a permis de faire suspendre, les formations politiques ADR de monsieur Mathias DZON et MUST de Madame Claudine MUNARI, toutes deux opposées au changement de la constitution de 2015.

Malgré une volonté commune de mettre à plat l’ensemble des distorsions politiques actuelles pour instaurer un climat apaisé, l’initiative d’un énième dialogue piloté depuis le palais présidentiel, résonne encore une fois, comme une mascarade politique destinée uniquement à corrompre le plus grand nombre pour asseoir, un régime politique contesté de toutes parts.

Au niveau international, seules la France, la Chine

et quelques dictatures soutiennent encore, non sans une certaine retenue le régime de Brazzaville.



## Etat de la situation générale du Congo en 2019

### Situation économique

Selon les chiffres de la Banque Mondiale, grâce à des conditions de marché favorables, l'augmentation de sa production pétrolière et la reprise d'investissements publics, le Congo aurait retrouvé une croissance positive de 5.4 % en 2019.

Mais les effets de cette timide embellie semblent ne profiter qu'aux membres du pouvoir. En témoignent les suspicions de l'ONG internationale Global Witness sur les détournements de deniers publics des enfants du dictateur congolais et les frasques dépensières de Monsieur Sassou Nguesso lui-même surtout lors de ses déplacements à l'étranger.

La signature d'un accord avec le FMI, le 23 juillet 2019, après plus de deux ans de tractations du fait des mensonges du pouvoir en place et de la dissimulation des dettes de l'Etat, ne semble pas rassurer les investisseurs étrangers qui

attendent du pouvoir de Brazzaville, l'application stricte et sans détours des 48 mesures imposées par l'institution de Bretton Woods.

Le secteur de l'entrepreneuriat reste encore cette année le parent pauvre de la stratégie économique du pays avec l'apparition de charges et de taxes supplémentaires, difficilement supportables surtout pour les petites et moyennes entreprises.

Malgré un taux de taxation ramené à zéro pour les entreprises engagées dans des activités agricoles, agropastorales, l'élevage de volailles ou la pêche, les faibles moyens d'accompagnement ne permettent toujours pas le développement de ce secteur pourtant prometteur.

**La privatisation de la route nationale N1, le 02 mars 2019 a entraîné une hausse quasi-immédiate des prix des produits de première nécessité, du fait des tarifs exorbitants pratiqués dès le lancement par la société sino-congolaise ; la Congolaise des Routes.**

En effet, "Construite grâce à un financement chinois, la route nationale 1 reliant les deux principales



## Etat de la situation générale du Congo en 2019

agglomérations congolaises, Brazzaville et Pointe-Noire, a été mise en concession au premier trimestre de l'année 2019.

Le gouvernement congolais estime que ce partenariat va permettre de pérenniser la qualité de cet axe important pour l'économie et créer de nombreux

emplois.

Cet avis n'est pas partagé par la société civile, qui voit à travers cette privatisation, l'augmentation des tarifs de transport et donc par ricochet, la hausse brutale des prix des produits de première nécessité."

Preuve de la stagnation du Congo sur le plan économique, la conservation de la 180e place sur 190 du classement Doing Business de la Banque Mondiale.

### À RETENIR :

- Avec une hausse moyenne de 4 % depuis 2017, ce taux qui était retombé à 40.9 avoisine probablement les 50 % en 2019 pour l'ensemble du pays et dépasse largement, du fait de la guerre du Pool et de la dégradation des voies de communication, les 65 % pour les zones rurales.
- L'indice du capital humain du Congo est de 0,42, ce qui classe le Congo à la 137e place du classement IDH.
- Les faibles progrès en matière de santé et d'éducation (La mortalité maternelle et infantile demeure élevée, avec 5 % des enfants qui n'atteindront pas leur 5e année. 21 % des enfants souffrent de malnutrition chronique et seuls 30 % des élèves du primaire ont atteint le niveau de compétence requis en mathématiques et 40 % en français.) ne permettent pas d'entrevoir de perspectives positives pour les populations les plus pauvres.
- Par ailleurs, classé 180 sur 190 pays au classement Doing Business 2019 de la Banque mondiale, la République du Congo gagnerait à améliorer sa gouvernance pour attirer davantage d'investisseurs privés.



## Etat de la situation générale du Congo en 2019

### Situation sociale

Depuis le changement de la constitution, le fossé des inégalités entre la classe dirigeante et la population s'est considérablement accru.

La grande misère qui frappe de plein fouet plus de 47 % de la population contraste avec le faste de la classe dirigeante et entretient les ressentiments à son égard.

Frappée par un sur-chômage pouvant dans certaines zones, dépasser la barre des 40 %, on note une forte grogne émanant de la jeunesse qui se considère marginalisée au profit des "Fils de" (expressions désignant les enfants des personnalités nantis proches du pouvoir) et des retraités proches du pouvoir, qui s'accrochent à leur poste pour garantir à leur famille, par ces temps de crise, des revenus plus ou moins constants.

Le non-paiement régulier des salaires, des bourses et des retraites a pour effet direct de renforcer les frustrations et entretenir les tensions sociales de plus en plus perceptibles.



## 02

# Stratégie de gouvernance politique du pouvoir actuel

## Le pire comme objectif

Les choix du pouvoir sont plutôt surprenants et ne correspondent absolument pas à ceux d'un régime désirant résoudre les problèmes qui minent le pays.

Le dernier congrès du Parti au pouvoir, a exacerbé les tensions visibles entre les soutiens de Christel SASSOU et ceux qui, au sein du parti, s'opposent à une monarchisation de l'organe politique.

Parallèlement aux guerres intestines qui gangrènent les rangs du pouvoir, le cas des prisonniers d'opinion qui aurait pu permettre un apaisement des tensions politiques, ne semble toujours pas être une priorité pour Mpila, malgré les injonctions pressantes des organisations de la société civile, du gouvernement Français et des Nations unies.

Sur le plan économique, la lenteur dans l'exécution des critères du programme imposé au Congo par le FMI et l'ouverture des comptes de la SNPC ont entraîné le report du versement de la deuxième tranche de 48 millions de dollars prévu pour janvier 2020 et se soldera probablement par une suspension définitive de l'accord : une première.

Le volet social est clairement la dernière des préoccupations du pouvoir.

Le système sanitaire est à l'abandon, victime d'une gestion calamiteuse et les services de sécurité sociale sont quasiment inexistantes.



## Stratégie de gouvernance politique du pouvoir actuel

### La corruption comme moyen

Comme un symbole pour 2019, la fin de l'année 2018 a été marquée par la dissolution de la Commission nationale de lutte contre la corruption devenue gênante.

À ce jour, le pouvoir tarde encore à remettre en place cette institution et lui donner son caractère indépendant comme le prévoit la loi.

Avec un indice de 19, le Congo intègre pour 2019, le top 10 des pays les plus corrompus au Monde.

Pour l'ONG Transparency International, les pays dont l'indice est inférieur à 30 peuvent sans conteste être considéré comme étant des régimes totalitaires dont les activités sont logiquement incompatible avec l'Etat de droit, la Démocratie et la Justice.

Au mois d'avril 2019, deux rapports accablants sur la corruption d'Etat au Congo

viennent exposer à la face du monde, les travers de la gouvernance politique du régime de Brazzaville ; le rapport de la fondation Bertelsmann et celui de l'ONG Britannique Environmental Investigation Agency.

Dans son rapport, l'ONG allemande Bertelsmann, dresse un tableau sombre du pouvoir de Brazzaville. Entre répression, détournements, blanchiment de deniers publics et corruption d'Etat, l'ONG le présente comme étant un système organisé de gouvernance mafieuse destinée à servir les intérêts égoïstes d'une seule personne ; monsieur Sassou Nguesso.

Intitulé "Commerce Toxique", le rapport de l'ONG EIA (Environmental Investigation Agency) révèle, preuves écrites et vidéos à l'appui, les méthodes de corruptions pratiquées au sommet de l'Etat congolais par des Ministres et acteurs de l'industrie forestière Congolaise, très souvent au profit de la famille présidentielle, épinglant au passage des opérateurs économiques américains, suédois et surtout de Chine, plaque tournante de l'exploitation illégale des essences protégées du Bassin du Congo.

En septembre et octobre 2019, c'est Global Witness qui porte l'estocade en dévoilant un système de corruption au cœur duquel la famille présidentielle



## Stratégie de gouvernance politique du pouvoir actuel

serait aux premières loges. Elle y mentionne, le rôle de la société italienne Eni dont le dirigeant monde, n'est autre que le gendre de Monsieur Denis Sassou Nguesso, dans le blanchiment des deniers publics congolais.

Après sept ans d'enquête, la justice suisse a condamné le négociant en pétrole suisse-russe Gunvor pour des faits de corruption au Congo-Brazzaville et en Côte d'Ivoire. Gunvor a été reconnu coupable de graves défaillances dans son organisation interne et de n'avoir pas empêché la corruption d'agents publics des deux pays africains dans lesquels il achetait des cargaisons de pétrole. Les scandales des commissions versées notamment en République du Congo ont éclaboussé les proches du pouvoir congolais.

Au Congo, la porosité du système attire des hordes de personnes douées en escroquerie financières et les anciens agents du FMI, ne font pas exception.

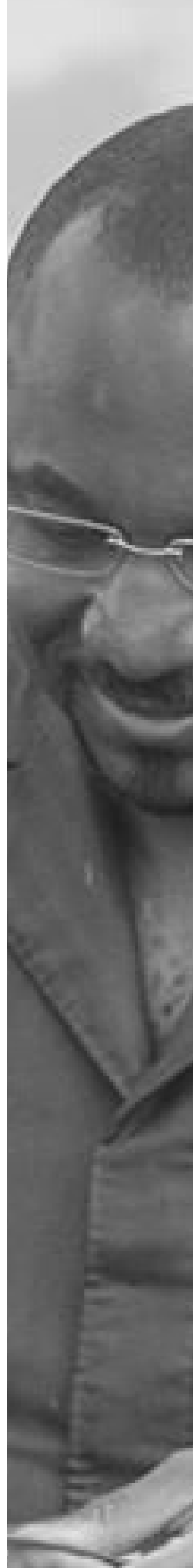
C'est par exemple, le cas de Yaya Moussa,

ancien représentant du FMI au Congo lors de l'intégration du pays à l'initiative PPTTE (petits pays très endettés) qui a été épinglé dans une affaire de détournements de fonds publics Congolais et de corruption à grande échelle avec la complicité des entreprises Total et ENI et de l'ancien Directeur Dominique Strauss Kahn, devenu depuis conseiller personnel du Président Sassou Nguesso et lourdement suspecté par le collectif sassoufite d'avoir reçu des rétro-commissions suite à l'effacement partiel de la dette congolaise en 2010 et récemment à la renégociation de la dette congolaise en vue de la signature de l'accord avec le FMI.

Dans son message à la nation de fin d'année 2018, Monsieur SASSOU, s'exprimant devant le Parlement réuni en Congrès affirmait que :

***"Il n'y aura ni menu fretin, ni gros poissons". "Tout passera dans la nasse du droit et de la justice. Seule prévaudra la loi".***

Il est malheureux de constater que cette année a plutôt été une année de plus de prédation pour les corrupteurs et les corrompus qui composent son entourage direct.



## Stratégie de gouvernance politique du pouvoir actuel

### La répression comme doctrine

On reconnaît une dictature à sa capacité à piétiner les droits fondamentaux de ses citoyens et le Congo ne déroge pas à cette règle. Pire, cette règle semble avoir été institutionnalisée pour permettre le musellement de la justice et la privatisation des forces de l'ordre.

#### À propos de la Commission Nationale des droits de l'homme.

*« Les droits de l'homme sont nos droits face à l'Etat. Les droits de l'homme sont donc opposables à l'Etat. Pourtant, c'est au même Etat qu'incombe leur garantie. L'Etat à qui sont opposables les droits de l'homme a, en même temps, l'obligation de les promouvoir et de les protéger. N'est-ce pas là un grand paradoxe ?*

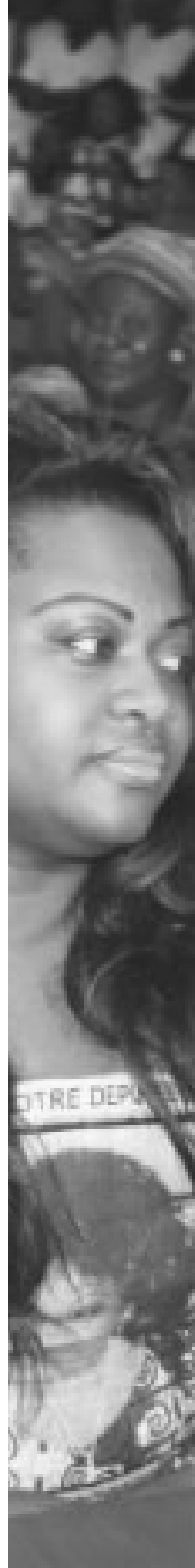
*Nous sommes du côté de l'Etat. Nous ne constituons ni une organisation internationale ni une ONG de défense des droits de l'Homme. »*

C'est par ces mots que Gabriel Valère Eteka-Yemet,

nouveau président de la CNDH (Commission Nationale des Droits de l'Homme) a entendu marquer le début de son mandat à la tête de cette institution censée promouvoir les droits de l'Homme en République du Congo.

Mais ce que le Président de la CNDH oublie sûrement volontairement de mentionner, c'est que le premier des paradoxes, c'est que sa nomination et sa longévité dépendent entièrement de la volonté du chef d'un État, peu enclin à faire évoluer positivement la situation des Droits de l'Homme.

Comme les années précédentes, 2019 a été, une année sombre pour les droits de l'Homme au Congo Brazzaville et a aussi connu, comme 2017 et 2018, son lot de faits condamnables au regard des droits universels de l'Homme.



## Stratégie de gouvernance politique du pouvoir actuel

### Les dates qui ont marqué l'année 2019

**17 janvier 2019** : La parodie de procès politique du candidat à la présidentielle de 2016, André OKOMBI SALISSA

**9 février 2019** : L'assassinat en détention du Commandant Servais Magloire Babissat

**27 mars 2019** : assassinat en France d'un agent secret Français présumé lié à Monsieur Sassou Nguesso.

**8 avril 2019** : Répression avec la complicité du régime cubain, des étudiants congolais grévistes de la Havane.

**23 Juillet 2019** : Les proches des victimes de Chacona attendent toujours que la justice face son travail.

**25 juillet 2019** : Des centaines d'étudiants congolais affichant plus de 30 mois de retard de bourses à travers le monde.

**9 mai 2019** : L'observatoire des Droits de l'homme tire la sonnette d'alarme à propos de la torture appliquée quasi-systématiquement dans les commissariats et les prisons congolaises.

**8 octobre 2019** : Tentative d'exécution par la police sur la voie publique.

**Du 23 novembre au 17 décembre**, les sympathisants de la dynamique INCARNER L'ESPOIR présidé par Andréa Ngombet, candidat déclaré à la présidentielle de 2021 ont été incarcérés et écroués pour atteinte à la sécurité intérieure de l'Etat.

- HOJEYJ MABIALA Parfait, représentant Incarner l'Espoir Pointe Noire/Kouilou, arrêté le 23 Novembre 2019 par la DGST à Pointe-Noire et déféré à Brazzaville le 06 Décembre 2019.
- SABOUKOULOU LOUBAKI Franck Donald, représentant Incarner l'Espoir national, arrêté le 13 Décembre 2019 à l'Angola Libre par la DGST à 14h00 à Brazzaville.
- MIANGUE OSSEBI Guil, arrêté le 16 Décembre 2019 à son domicile par la DGST à 6h à Brazzaville.
- DISSIVOULOU Meldry Rolf, arrêté le 17 Décembre 2019 à son domicile par la DGST à 6h à Brazzaville.

**Fin décembre**, Gachelin BOMAYI, Doctorant en philosophie à l'Université Marien Ngouabi, Président de la Commission de Contrôle et Évaluation du Mouvement des Élèves et Étudiants du Congo (MEEC) a été enlevé et torturé dans les geôles de la DGST.



# Recommandations

## 03

Malgré un renforcement de l'appareil sécuritaire, des actions de lobbying récurrentes auprès des médias internationaux et autres institutions internationales pour redorer l'image du pouvoir, des millions investis dans la corruption, force est d'affirmer que la politique et les choix retenues n'offrent assurément, aucune issue favorable et durable de la crise actuelle.

Le Collectif SASSOUFIT milite en faveur d'un apaisement des tensions politiques et d'un redressement économique du Congo.

À ce titre, nos recommandations s'adressent à l'ensemble des acteurs internes et externes dont les décisions impactent directement le quotidien et l'avenir des Congolais :

- **Libération sans conditions des prisonniers politiques et autres prisonniers d'opinion.**
- **Ouverture d'une enquête parlementaire et judiciaire sur les révélations de malversation touchant les hautes personnalités de l'Etat.**
- **Construction de nouveaux lieux de privations de liberté et fermeture administrative pour raison de péril sanitaire des maisons d'arrêt actuelles, notoirement surpeuplées et insalubres.**
- **Modification de la loi sur la désignation du Président du Haut Conseil de lutte contre la Corruption pour assurer son indépendance vis à vis du pouvoir exécutif.**
- **Restructuration de la police nationale, renforcement de l'inspection des Police et mise en place d'une plateforme de signalement.**
- **Organisation d'un dialogue national inclusif piloté par la société civile.**

# TRAVAUX ET ARTICLES CITÉS

**Airault, Pascal. "L'argent Du Congo a-t-il Servi à Acheter Un Appartement Dans Une Tour De Donald Trump Pour Claudia Sassou-Nguesso?" L'Opinion, 12 Apr. 2019,** [www.lopinion.fr/edition/international/l-argent-congo-a-t-il-servi-a-acheter-appartement-dans-tour-donald-184075](http://www.lopinion.fr/edition/international/l-argent-congo-a-t-il-servi-a-acheter-appartement-dans-tour-donald-184075).

**"Commerce Toxique." Commerce Toxique – EIA Global,** [eia-global.org/reports/20190325-commerce-toxique](http://eia-global.org/reports/20190325-commerce-toxique).

**"Detail." BTI 2018 : Congo, Rep. Country Report, 14 Dec. 2016,** [www.bti-project.org/de/berichte/laenderberichte/detail/itc/COG](http://www.bti-project.org/de/berichte/laenderberichte/detail/itc/COG).

**"Global Witness Expose Des Preuves Solides De Corruption à Haut-Niveau En Rapport Avec Quatre Permis Pétroliers Du Géant Italien Eni En République Du Congo." Global Witness,** [www.globalwitness.org/fr/press-releases/conflit-dintérêt-eni-congo/](http://www.globalwitness.org/fr/press-releases/conflit-dintérêt-eni-congo/).

**"Indice De Perception De La Corruption 2018." Transparency International France,** [transparency-france.org/actu/indice-de-perception-de-la-corruption-2018/#.Xfjvmi17QII](http://transparency-france.org/actu/indice-de-perception-de-la-corruption-2018/#.Xfjvmi17QII).

**Martial, Loïcia. "Afrique Économie - Congo-Brazzaville: La Privatisation De La Route Nationale 1 Fait Craindre L'inflation." RFI, RFI, 21 Mar. 2019,** [www.rfi.fr/emission/20190322-congo-brazzaville-privatisation-route-nationale-1-inflation](http://www.rfi.fr/emission/20190322-congo-brazzaville-privatisation-route-nationale-1-inflation).

**Martial, Loïcia. "Afrique Économie - Congo-Brazzaville: Le Difficile Décollage De L'agriculture." RFI, RFI, 25 July 2019,** [www.rfi.fr/emission/20190724-congo-brazzaville-difficile-decollage-agriculture-economie](http://www.rfi.fr/emission/20190724-congo-brazzaville-difficile-decollage-agriculture-economie).

**"Rapport Doing Business 2019 : Le Congo Stagne à La 180e Place Mondiale." Page D'accueil,** [www.adiac-congo.com/content/rapport-doing-business-2019-le-congo-stagne-la-180e-place-mondiale-91094](http://www.adiac-congo.com/content/rapport-doing-business-2019-le-congo-stagne-la-180e-place-mondiale-91094).

**Rfi. "Congo-Brazzaville: L'ONU Juge Arbitraire La Détention Du Général Mokoko - RFI." RFI Afrique, Rfi, 13 Nov. 2018,** [www.rfi.fr/afrique/20181113-congo-brazzaville-onu-juge-arbitraire-detention-general-mokoko](http://www.rfi.fr/afrique/20181113-congo-brazzaville-onu-juge-arbitraire-detention-general-mokoko).

# TRAVAUX ET ARTICLES CITÉS

**Rfi. "Le FMI Reporte Son Versement De 48 Millions De Dollars Au Congo-Brazzaville - RFI." RFI Afrique, Rfi, 13 Dec. 2019, [www.rfi.fr/afrique/20191213-fmi-48-millions-dollars-congo-brazzaville](http://www.rfi.fr/afrique/20191213-fmi-48-millions-dollars-congo-brazzaville).**

**Séverin, Arsène. "Accusations De Corruption Au Ministère Des Hydrocarbures Au Congo-Brazzaville." VOA, VOA Afrique, 1 Aug. 2018, [www.voaafrique.com/a/accusations-de-corruption-au-ministère-des-hydrocarbures-au-congo-brazzaville/4508793.html](http://www.voaafrique.com/a/accusations-de-corruption-au-ministère-des-hydrocarbures-au-congo-brazzaville/4508793.html).**

**Séverin, Arsène. "Dissolution De La Commission Anti-Corruption Au Congo-Brazzaville." VOA, VOA Afrique, 22 Nov. 2018, [www.voaafrique.com/a/institution-d-une-haute-autorité-de-lutte-contre-la-corruption-au-congo-brazzaville/4581374.html](http://www.voaafrique.com/a/institution-d-une-haute-autorité-de-lutte-contre-la-corruption-au-congo-brazzaville/4581374.html).**

**Séverin, Arsène. "Le Projet Lisungi Veut Aider Les Familles Défavorisées Au Congo." VOA, VOA Afrique, 25 Mar. 2019, [www.voaafrique.com/a/le-projet-lisungi-veut-aider-les-familles-défavorisées-au-congo/4847273.html](http://www.voaafrique.com/a/le-projet-lisungi-veut-aider-les-familles-défavorisées-au-congo/4847273.html).**

**Talani, Nanythe. "Quatre Sympathisants De La Dynamique 'Incarné L'Espoir' Écroués Au Congo-Brazzaville." VOA, [www.voaafrique.com/a/quatre-sympathisants-de-la-dynamique-incarné-l-espoir-écroués-au-congo-brazzaville/5235167.html](http://www.voaafrique.com/a/quatre-sympathisants-de-la-dynamique-incarné-l-espoir-écroués-au-congo-brazzaville/5235167.html).**

**Tilouine, Joan. "Le " Clan " Sassou-Nguesso Accusé D'avoir Détourné Près De 70 Millions De Dollars Des Caisses Du Congo-Brazzaville." Le Monde.fr, Le Monde, 6 Aug. 2019, [www.lemonde.fr/afrique/article/2019/08/06/congo-brazzaville-le-clan-sassou-nguesso-encore-accuse-de-detournements-de-fonds-publics\\_5496934\\_3212.html](http://www.lemonde.fr/afrique/article/2019/08/06/congo-brazzaville-le-clan-sassou-nguesso-encore-accuse-de-detournements-de-fonds-publics_5496934_3212.html).**

**Tilouine, Joan. "Le Congo-Brazzaville N'en a Pas Fini Avec Ses Dettes Cachées." Le Monde.fr, Le Monde, 11 July 2019, [www.lemonde.fr/afrique/article/2019/07/11/le-congo-brazzaville-n-a-pas-fini-avec-ses-dettes-cachees\\_5488215\\_3212.html](http://www.lemonde.fr/afrique/article/2019/07/11/le-congo-brazzaville-n-a-pas-fini-avec-ses-dettes-cachees_5488215_3212.html).**

**Vendrely, Matthieu. "République Du Congo : 'La Démocratie Et L'État De Droit Doivent Encore Attendre.'" TV5MONDE, 9 May 2019, [information.tv5monde.com/afrique/republique-du-congo-la-democratie-et-l-etat-de-droit-doivent-encore-attendre-299266](http://information.tv5monde.com/afrique/republique-du-congo-la-democratie-et-l-etat-de-droit-doivent-encore-attendre-299266).**

**agences, 20 Minutes avec. "Le Président Congolais a Pris Un Avion Privé Pour Parler Écologie à Paris." 20 Minutes, Information En Continu, Actualités, Politique, Sport..., 20minutes, 4 Sept. 2019, [www.20minutes.fr/planete/2596683-20190904-president-congolais-voyage-avion-ligne-prive-venir-paris-parler-ecologie-macron](http://www.20minutes.fr/planete/2596683-20190904-president-congolais-voyage-avion-ligne-prive-venir-paris-parler-ecologie-macron).**



